

# Bonnes nouvelles

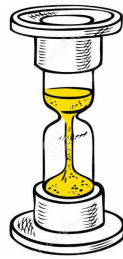
**Une seule solution : Ford doit investir, apporter de l'activité et préserver tous les emplois**

*Jusqu'à quand allons-nous laisser les dirigeants de Ford nous balader ? Depuis juillet, les pouvoirs publics n'ont pas de nouvelles de la multinationale qui s'était pourtant « engagée » lors des 2 derniers Comités de Suivi à travailler de concert avec le gouvernement et les collectivités territoriales.*

***Pas d'information, pas de transparence, comme ici à l'usine, nous ne voyons rien venir, aucune explication, aucun compte-rendu de l'activité de la direction de Ford.***

*Et ce ne sont pas les 2 visites d'une dirigeante qui changent quoique ce soit et qui pourraient nous rassurer ! Car il n'en ressort rien, à part de nous dire que l'usine est propre, que nous sommes compétents et même compétitifs. Quelle découverte ! Depuis plus de 40 ans que l'usine existe.*

***Ce dont il faut parler, c'est de notre avenir, de ce que Ford peut et va apporter comme activité, de l'avancement de son travail consistant à assurer l'avenir du site.***



*Il est clair que si nous voulons obtenir des engagements fermes de Ford, il va falloir nous en donner les moyens. Cela ne viendra pas tout seul ! N'oublions pas 2010, le retour de Ford comme l'obtention de la 6F35, ce fut le résultat de notre bataille, de notre insistance pour avoir du boulot.*

***Aujourd'hui, l'attitude des autres syndicats n'est pas compréhensible. Ils reconnaissent d'un côté que la situation est préoccupante, que Ford n'est pas réglé mais de l'autre qu'il faudrait encore attendre. Attendre quoi le prochain Comité de Suivi ? Exactement comme il fallait attendre les deux précédents (février et juillet 2017) ?***

*Et puis pourquoi les collègues attendent pour se mobiliser ? Que les syndicats bougent dans l'unité ? Plutôt que de s'attendre mutuellement, mettons-nous y maintenant, toutes et tous ensemble, à nous mobiliser lundi 23 octobre, devant la Préfecture, pour assurer l'avenir de l'usine.*

## **A NOUS D'AGIR POUR STOPPER LES RECULS SOCIAUX**

La mobilisation sociale actuelle ne fait pas reculer le gouvernement mais au moins elle fait l'actualité en cette rentrée et surtout elle permet de faire discuter. En effet depuis le 12 septembre, la question centrale c'est la bataille contre les nouvelles attaques du gouvernement, les nouvelles remises en cause du code du travail et des droits pour les salariés.

**On l'a vu, que nous soyons grévistes, manifestant(e)s ou spectateurs, aujourd'hui la mobilisation n'est pas assez forte pour changer la donne. Il y a du monde dans la rue, entre 200 000 et 500 000 personnes selon la journée d'action, mais pas assez pour modifier le rapport de force.**

Le problème en réalité est là, dans le rapport de force, dans la capacité des salarié(e)s, de la population en général à défendre ses intérêts, ses emplois, ses salaires, ses conditions de travail, ses services publics. Les reculs sociaux, les licenciements, le chômage ou la précarité ne sont pas une fatalité ou un passage obligé pour sortir de la crise. C'est le résultat de choix politiques au service des capitalistes, des fortunés qui, par égoïsme de classe exploiteuse, veulent s'en mettre encore plus dans les poches en détournant toujours plus de richesses sociales, richesses qui sont produites collectivement par des dizaines de millions de salariés mais accaparées par une poignée de très riches.

Bien sûr les gouvernements, les patrons ne disent pas que la compétitivité c'est pour mieux enrichir les actionnaires. Il y a au contraire une propagande largement relayées par les gros médias capitalistes (BFM, RMC, TF1, Cnews, Europe1... appartiennent tous aux grosses fortunes) pour nous mettre dans la tête qu'il faut accepter la perte de services publics ou les licenciements (pour mieux embaucher demain !), qu'il n'y a pas le choix. Et ils sont quelques uns à se succéder à la télé ou ailleurs pour nous bourrer le crâne avec ça.

Pour beaucoup de gens, comme ici dans l'usine, on est nombreux à s'en rendre compte, à savoir qu'on se fait exploiter et même qu'on se fait avoir toute notre vie. Mais la propagande ça marche puisque que nous sommes nombreux aussi à penser qu'il n'y a rien à faire, qu'on sera toujours perdants.

Et bien non, à un moment, il faut se réveiller, s'énerver, s'organiser pour se défendre. Les manifestations servent à exprimer notre ras le bol, à montrer aux gouvernements que cela ne peut pas durer comme ça. Si on dit rien, si on baisse la tête alors on laisse faire et là, ça va nous coûter très cher... plus cher que les heures de grève que certains n'osent pas faire aujourd'hui. Que ce soit contre les « réformes » du gouvernement ou pour nos emplois, battons-nous !

# FO Y ALLER MAINTENANT !

Dans son tract de la semaine dernière, FO se cherche des excuses pour expliquer que leur syndicat n'appelle pas à manifester contre les ordonnances Macron, aussi appelées « Loi travail XXL ». Comme nous les avons interpellés sur le sujet et que c'est difficilement justifiable pour un syndicat qui appelait à manifester contre la loi El Kohmri (moins pires que celle d'aujourd'hui), dans un argumentaire très approximatif, ils expliquent qu'eux n'avaient pas donné de consigne de vote aux présidentielles. Ce qui n'a évidemment rien à voir, mais bon.

**Nous allons quand même expliquer à FO une petite chose. Le syndicat CGT ne donne pas de consigne de vote quand il appelle à combattre les idées fascistes et xénophobes, ce qu'il fait depuis plus de 120 ans et quand il appelle à battre les candidats qui représentent ces idées. Peut-être que FO considère que le Front National est un parti comme les autres, pas nous. La CGT a toujours pris l'engagement de défendre tous les travailleurs, quelques soient leurs origines, leurs religions ou leurs nationalités. C'est là le rôle d'un syndicat !**

Quant à jouer en permanence sur le fait que la CGT



Régulièrement nous en parlons mais peut-être pas assez. Notre syndicat CGT fait un gros boulot dans les instances comme CE, DP et CHSCT et bien sûr en ce qui concerne l'avenir de l'usine et la défense de nos emplois.

Or même si nous faisons des tracts toutes les semaines, des comptes rendus réguliers de toute notre activité, même si nous aidons comme nous pouvons d'autres salariés en lutte dans d'autres entreprises, le fait est que nous sommes une petite équipe qui a besoin d'être aidée et renforcée.

**Donc nous faisons à nouveau appel à vous, collègues, qui partagez l'essentiel de nos idées, de notre orientation syndicale et qui pensez que nous vous sommes utiles. Nous avons besoin de soutien moral, financier et d'effectif. Car oui, contrairement à d'autres nous recrutons, nous formons, nous accueillons largement toutes les bonnes volontés.**

Alors n'hésitez plus, nous n'avons pas de numéro vert mais nous avons des militant(e)s, des élu(e)s avec qui vous pouvez échanger de ces questions. La période qui vient s'annonce difficile et il y aura besoin de forces pour nous défendre et nous faire respecter.

PS = Nous n'avons pas de stylos, de calendriers ou autres gadgets à offrir.

ferait de la politique et pas FO qui serait libre et indépendant, c'est oublié le passé de ce syndicat mais aussi son présent puisque S. Lardy, chargé de l'emploi et de la formation professionnelle à FO pendant neuf ans, est aujourd'hui directeur adjoint du cabinet de Pénicaud, la Ministre du travail chargée d'appliquer les ordonnances Macron. Encore un que nous ne verrons pas aux manifs.

**Et juste pour finir, ce n'est ni mensonge ni manipulation que de dire que si la Confédération FO n'appelle pas à se mobiliser, la majorité de leurs Unions Départementales le font, ainsi qu'une multitude de leurs Fédérations et nombres de syndicats comme celui de GFT. Ceci étant aussi valable pour d'autres étiquettes syndicales d'ailleurs. Ça mérite une autre attitude que du mépris envers les 500 000 personnes qui ont défilé dans plus de 200 cortèges.**

Ceci dit, nous appelons tous les syndicalistes à la raison et à bien étudier les conséquences de l'application complète du programme de Macron et de son gouvernement sur la vie des travailleurs. Surtout dans une usine où l'avenir est loin d'être assuré.

## LA LUTTE CONTINUE



### AU MOINS 1% !

Pas besoin des chiffres de la police, nous savons compter. Nous étions une quinzaine de salariés FAI à la manifestation du 10 octobre. Soit, ouf, la barre des 1% de l'effectif était dépassée.

**Il s'agissait pourtant de défendre les services publics, les emplois, les salaires comme les conditions de travail des salariés du public. Oui mais aussi du privé car des syndicats départementaux (Cgt33), des syndicats d'entreprises du privé comme le nôtre avait appelé à se joindre à cette journée.**

Nous y étions par solidarité mais pas seulement. Car nous sommes concernés par la qualité des services publics, par les conditions de travail et les droits des salariés du public. Enfin, nous avons fait grève et manifesté parce que tout simplement nos intérêts de salariés publics et privés sont communs, que nous aurions torts d'être indifférents et que si nous voulons nous défendre face aux logiques de profits, de marchandisation et de rentabilité, nous sommes plus forts toutes et tous ensemble.

**Tout ça pour dire, que visiblement il y a du boulot pour se convaincre, à la fois des raisons de défendre nos emplois ici à l'usine et aussi de défendre nos conditions de vies en participant aux batailles pour de vrais services publics comme dans la santé, l'éducation ou les transports, pour qu'il y ait des embauches et des bonnes conditions de travail, des bonnes retraites pour tout le monde où que nous travaillions et vivions.**